

UNE BREVE HISTOIRE DE L'IDEE EUROPEENNE

L'idée européenne et l'Europe se sont construites par couches sédimentaires successives. Elles sont pour reprendre E. Barnavi « une de ces civilisations uniques, dont maints traits ornent d'autres civilisations, mais dont tous ensemble ne se retrouvent qu'en elle. »

A travers les siècles l'idée européenne reste invariablement une « communauté culturelle incertaine » (Bruneteau). Ce n'est que depuis 50 ans que sa fondation se fait de façon délibérée et organisée mais elle puise sa source dans l'Antiquité qui lui a donné ses principaux fondements : même outillage matériel (culture de la terre selon les règles de l'assolement, architecture du quotidien...) et mental (savoir, croyances, valeurs). Il faut néanmoins prendre garde à ne pas confondre unification et homogénéification.

En fait l'histoire de l'Europe se présente comme une succession de période d'unicités et de phases de désintégration. Phoenix renaissant toujours de ses cendres...

-unification gréco-romaine puis désagrégation avec les grandes migrations barbares

-unification de la Christianitas, communauté chrétienne du Moyen-Âge puis désagrégation dès avant la Renaissance avec l'émergence des Etats et des courants de la Réforme

-unification grâce à la « communauté des lettres » des Lumières puis éclatement avec les deux conflagrations mondiales du court XX^e siècle.

-unification actuelle au terme d'un processus complexe de construction d'un marché économique ayant rendu possible l'union politique selon un modèle confédéral.

L'Europe est-elle vouée à être une idée des élites occidentales ? Ou bien son existence prend-elle forme dans le cœur et l'esprit des peuples d'Europe ?

1^{ère} PARTIE : DU RAPT D'EUROPE PAR ZEUS AU VIOL DE L'EUROPE PAR HITLER.

I- LA GENESE DE L'IDEE EUROPEENNE REMONTE AU HAUT MOYEN AGE . PATIEMMENT ELLE SE CONSTRUIT JUSQU'A LA RENAISSANCE.

Ni les Grecs ni les Romains n'ont conscience d'être européens, même si l'Europe leur a emprunté leur culture. L'Europe est davantage la fille des « barbares » et de l'Eglise.

Elle naît sous la menace de l'envahissement : sa géographie est bordée par une double frontière, un limes au sud qui la protège dès le VI^e siècle de l'Islam, et un à l'est qui la protège de l'empire byzantin, « à part », et surtout des envahisseurs des steppes et d'Europe centrale.

Dès lors les habitants des contrées catholiques ont le sentiment d'être européen : le moine irlandais Colomban au VI^e siècle évoque la « fleur de l'Europe », et dans une *Chronique mozarabe* de 754, la bataille de Poitiers (où Charles Martel repousse les Arabes) est décrite comme un affrontement entre « Européens » et arabes. L'idée existe, donc.

Les intellectuels de l'Eglise organisent peu à peu la société de manière immuable ; l'idée est admise que Dieu a mis chacun à une place bien déterminée et que l'on ne peut bouleverser l'ordre établi. Fort de cette certitude, ces élites théorisent une société tripartite, avec des gens qui travaillent (labores), d'autres qui combattent (bellatores) et des clercs priant pour racheter les péchés des deux autres castes (le mot convient puisqu'on appartient à ce groupe par la naissance et que l'on ne peut en sortir). Pour l'Eglise, l'occasion est belle d'affirmer la primauté du pape sur les empereurs et les rois, en expliquant que les monarques tirent leur pouvoir de Dieu et qu'ils doivent obéissance à son vassal sur terre, successeur de St Pierre, le pape.

Le culte chrétien contribue à organiser une première forme de communauté européenne, transnationale :

-les ordres religieux ignorent les frontières et tissent un réseau par delà les souverainetés des Etats naissants (mendiants, cisterciens, ...)
-les réseaux de routes et de pèlerinages sillonnés par les fidèles transpercent les frontières et doublent les circuits commerciaux traditionnels, terrestres et maritimes.
-une communauté des gens de lettres se fait jour à travers des universités prestigieuses entre lesquelles naviguent les cerveaux les plus brillants de l'époque : dans un premier temps un cercle du savoir rassemble Paris, Bologne, Oxford, Heidelberg, puis un second cercle concentrique y rajoute Salamanque, Tübingen, Louvain, Cracovie. Des programmes d'études « européens » se mettent en place : on y trouve enseignées les mêmes matières (trivium et quadrivium), avec les mêmes outils (la rhétorique, le syllogisme), la même méthode (la *disputatio* ancêtre de notre dissertation) et parfois le même manuel (notamment le best seller de P.Lombard, *les Sentences*).

Comme l'explique E.Barnavi, « *le moine, le soldat, le marchand, le professeur, l'étudiant, le pèlerin, ces éternels vagabonds, ont tracé de leurs pieds la carte de la civilisation européenne* ».

On trouve à cette époque les premiers projets d'union politique : P.Dubois au XIV^e siècle appelle de ses vœux une Europe sous la houlette du roi de France dans *De la récupération de la Terre sainte*.

II- UNE RUPTURE INTERVIENT AVEC L'EMERGENCE ET LA CONSOLIDATION DES ETATS MODERNES ET DES NATIONALITES (XVE-XVII^E SIECLES).

La montée en puissance des Etats centralisés et des nationalités affecte l'unité européenne mais pas la conscience d'appartenir à une civilisation commune : on ne remet pas en cause les fondements, les valeurs, mais plusieurs projets politiques s'affrontent, dans la violence. Chez Machiavel d'ailleurs, esprit européen et patriotisme ne sont pas du tout contradictoires.

Il en va de même pour les réformes, qui jettent le discrédit sur une vision de l'Europe, la catholique, mais pas sur la civilisation ou l'idée européenne elle-même.

Néanmoins cette idée reste concentrée entre les mains, entre les esprits d'une élite infime de puissants et de clercs. Le projet politique s'affirme néanmoins et prend une tournure confédérale : au XV^e siècle Jerzi Podiebrad, roi de Bohême, rédige un traité d'alliance et de confédération qui envisage le transfert de souveraineté à des institutions communautaires avec une assemblée, une armée et un budget. L'idée d'une confédération fut présente, ensuite, chez Sully, Montesquieu, Rousseau, ou encore chez l'écrivain allemand C.M.Wieland évoquant une « association de peuples ».

Cette idée confédérale meurt en deux temps : d'abord avec les terribles guerres de religion qui ensanglantent la famille chrétienne (1562-1598, du massacre de Wassy à la paix de Vervins), puis avec la guerre de Trente ans qui endeuille l'Europe au XVII^e siècle (de la défenestration de Prague en 1618 à la paix de Westphalie en 1648, sur fond de désaccord politique et religieux... Partie de Bohême et du St Empire elle contamine toute l'Europe à l'exception notable de la Russie et de l'Angleterre).

III- IL FAUT ATTENDRE LA REVOLUTION FRANÇAISE ET LE XIXE POUR QUE LES MASSES AIENT LEUR VOIX AU CHAPITRE DE L'EUROPE.

L'idée confédérale s'estompe devant une logique plus unitaire. Cette dernière ressurgit avec la Révolution française ; parmi ses admirateurs on trouve E.Kant, J.Bentham. Napoléon incarne cette Europe à travers son armée, ses codes exportés hors de France. Cette Europe militaire traduit l'intrusion de l'idée républicaine, sur fond de bonapartisme, dans l'âme même des peuples.

Mais il faut attendre un précurseur de la pensée communiste pour envisager une Europe des peuples, en la personne de Saint Simon qui désire que l'Europe soit non une union des princes mais des forces productives des nations. Paradoxe suprême ce penseur de la collectivité jette les bases de l'Europe définie aujourd'hui par les libéraux.

Un penseur comme V.Hugo rêve également des « Etats-Unis d'Europe », et en fait un concept « romantique » par excellence. Elle est née dans les épisodes révolutionnaires simultanés dans l'Europe de 1848, et dans l'esprit des guerres de libération de la période (pensons à la mort tragique de Lord Byron pour défendre l'indépendance grecque dans les années 1820). Comme pour Machiavel quelques siècles plus tôt, l'idée européenne et le nationalisme le plus forcené ne sont pas du tout incompatibles. Ainsi Hugo, le chantre de l'Europe unie, se métamorphose en pourfendeur haineux des Prussiens au lendemain du désastre de Sedan en 1870, appelant à mettre dehors l'envahisseur. Cette structure de pensée se retrouve chez des nationalistes étrangers, comme Mazzini en Italie, comme chez des penseurs français, à l'instar de Michelet.

Mais l'Europe renaît, une fois encore, en réaction à des périls plus graves que jamais et matérialisés par la « grande guerre civile européenne » qui réunit les deux conflagrations mondiales de 1914-1918 et 1939-1945. Cette séquence voit en outre l'échec d'une vision de l'Europe centrée sur l'Allemagne fantasmée par Hitler, un « ordre européen » qui, comme sous Napoléon, s'imposait par la loi des armes. Cet échec centralisateur est à l'origine de la renaissance d'une idée confédérale puis fédérale de l'Europe, celle qui prévaut encore.

Pour l'Europe ce long XIX^e siècle et ce court XX^e siècle sont aussi ceux de la déterritorialisation de l'idée européenne. Pour la première fois l'idée européenne n'est plus uniquement centrée sur le territoire européen. L'Europe antique, celle de Platon ou de Paul de Tarse, était centrée sur les rives septentrionales et orientales de la Méditerranée ; au Moyen âge elle s'élargit aux anciennes peuplades barbares pour se concentrer à la Renaissance, sur les foyers italiens et hanséatiques. La révolution des transports qui accompagne l'industrialisation transporte les Européens hors d'Europe : 13M entre 1870 et 1900, 13M supplémentaires dans la décennie qui suit. A l'heure des grandes migrations et de la colonisation, l'idée européenne s'ancre sur tous les continents. L'idée européenne s'enrichit alors d'une nouvelle « valeur », l'impérialisme. C'est la crise de ces impérialismes, analysée par C.Charles (*la Crise des sociétés impériales*), qui menace l'Europe et pousse au suicide, avec les deux guerres mondiales.

2^{EME} PARTIE : DU PATRON AU BEL OUVRAGE, OU COMMENT L'ON TENTE DE METTRE EN MUSIQUE L'IDEE EUROPEENNE.

I-A L'AUBE DU XX^E SIECLE, L'EUROPE DES PACIFISTES SE HEURTE A LA CONFRONTATION ENTRE DEMOCRATIES ET REGIMES AUTORITAIRES (1914-1945)

Au début du XX^e siècle, les nationalismes sont d'une rare intensité : l'école et l'armée structurent en profondeur le culte de la nation. Ainsi en France le célèbre manuel scolaire de cours élémentaire *le Tour de France par deux enfants*, de G.Bruno (une femme, Mme de la Feuillée), raconte le destin de deux petits Alsaciens orphelins qui décident de quitter leur Alsace natale pour fuir les odieux Prussiens qui ont remporté la guerre de 1870. Ce best seller de l'Education nationale, considéré par P.Nora comme un « lieu de mémoire », sera réédité et utilisé jusqu'en 1936. On y apprend, également, la hiérarchie des races dans le but de faire comprendre les motivations de la colonisation. Le *Petit Lavis*, utilisé à la même époque pour enseigner l'histoire aux enfants, reprend les mêmes poncifs. L'idée européenne est loin d'être à la mode.

Elle reste à ce moment cantonnée dans le camp retranché des pacifistes, lorsque les systèmes d'alliances se façonnent et laissent dès 1904 (entente cordiale) entrevoir l'éventualité d'une « guerre

civile européenne ». Les aspirations de ces pacifistes sont diverses : J.Jaurès, leader socialiste de la SFIO et fondateur de l'Humanité, défend implicitement l'Europe en voulant sauver la paix. R.Rolland, Nobel de littérature en 1915 et pacifiste ardent, voit aussi dans l'Europe un moyen plus qu'une fin. Il crée en 1923 la revue *Europe* ayant pour but de faire taire les divisions entre les nations. Elle exerce une influence majeure sur tous les intellectuels de l'entre deux guerres...

Contrairement aux siècles passés, l'Europe se construit par la paix et par rejet de la guerre, avec trois impératifs : préserver la paix, garder une homogénéité culturelle, une cohérence, et préserver l'hégémonie du continent sur le monde. Ces idées s'expriment dans une abondante littérature qui complète manifestations et colloques : plus de 600 ouvrages sont édités sur ce thème en vingt ans. Le premier grand Européen est alors le comte Coudenhove Kalergi, dans son livre *Pax Europa* en 1923 : il y envisage une union douanière entre les Etats, un traité d'arbitrage et l'élaboration d'une constitution entre les Etats, et son ouvrage est vite considéré comme un manifeste européen. Il fait une formidable tournée dans toutes les capitales auprès des chefs d'Etat européens, rencontre Stresemann, Briand, Benes, mais aussi les écrivains P.Claudé, P.Valéry, T.Mann, ou S.Zweig, autres grandes figures européennes et pacifistes.

En 1926 se réunit le premier congrès paneuropéen autour de 2000 délégués invités par le chancelier autrichien Seide. Les Scandinaves encouragent parallèlement le fédéralisme dans le but d'obtenir « l'effacement des Etats nations » (Dr Heerfordt, dans son ouvrage *Une nouvelle Europe, premier essai*), ce qui constitue une alternative au projet de Paneurope défendu les années précédentes par Coudenhove Kalergi. Des initiatives franco-allemandes voient même le jour au moment de la République de Weimar, comme le « comité franco-allemand pour la coopération européenne » en 1926, aboutissant à un cartel de l'acier, ancêtre de la CECA, organisant la répartition de la production métallurgique entre Français, Allemands, Belges et Luxembourgeois. Au même moment le Président du Conseil et ancien Ministre des Affaires étrangères A.Briand défend l'idée lancée par Hugo d'Etats-Unis d'Europe, mollement soutenu par la SDN. Il obtient d'ailleurs en 1926 le Prix Nobel de la Paix avec G.Stresemann.

La crise de 1929 porte un coup fatal à ces idées européennes, tant les Etats redécouvrent les « vertus » du nationalisme dans la sphère économique : le protectionnisme forcené, les dévaluations pour préserver le marché intérieur, le culte des colonies pour éviter la surproduction et maintenir artificiellement le commerce extérieur font oublier l'Europe et ravivent les chauvinismes nationaux. Dans les années 1930, les seuls partis défendant réellement l'idée européenne sont les partis démocrates chrétiens (leur assise chrétienne les porte naturellement à l'universel plus qu'au national), mais aussi des radicaux comme E.Herriot ou des socialistes comme le belge Spaak. L'idée européenne est alors profondément une « idée de gauche », exception faite d'un certain nombre d'aristocrates chrétiens. La droite de l'époque (maurassienne, légitimiste, traditionnaliste) fait l'amalgame entre pacifisme, Europe, faiblesse et même trahison. Elle s'en sert pour discréditer politiquement cette gauche. Si une pensée européenne se fait jour à l'extrême droite, c'est surtout pour constituer à l'échelle de l'Europe une « internationale fasciste » (PPF de Doriot, NSDAP et Parti fasciste, mouvement néofasciste de Mosley en GB), idée que l'on retrouve dans les *Propos de table* d'Hitler... Cette Europe épurée est celle de Brasillach et Drieu la Rochelle, principaux collaborationnistes sous le régime de Vichy. Attention à tout simplisme car les communistes, l'URSS du moins, sont des ennemis de la première heure de l'Europe, qu'ils conçoivent (non sans raison) comme un instrument d'encerclement inventé par les capitalistes.

II-L'EUROPE DU SECOND XXE SIECLE, OU LA RECHERCHE D'UNE IDENTITE PERDUE, ENTRE EST ET OUEST (1945-1989)

Après la Seconde Guerre mondiale et l'échec du projet d'Europe nazie, les défenseurs d'une Europe fédérale ou confédérale reviennent au premier plan : parmi eux, les démocrates chrétiens tiennent le

haut de l'affiche, comme l'italien de Gasperi ou les Français J. Monnet et R. Schumann. Mais encore une fois deux projets européens clairs et distincts se font face : l'URSS conçoit une Europe à sa botte, satellisée, soviétisée, pour constituer un glacis protecteur contre le capitalisme. Pour cela elle se sert de son armée, sensée rester pour organiser des élections libres, avant de noyauter l'armée, les syndicats, les associations culturelles et sportives, puis la société civile dans son ensemble... et in fine la sphère politique selon la célèbre tactique du salami... Se mettent alors en place des démocraties populaires sous la coupe de l'URSS, exploités économiquement dans le cadre du CAEM (pillage agricole de la Roumanie, de la Bulgarie, utilisation des structures industrielles de l'Allemagne de l'est), utilisés comme force de dissuasion militaire (pacte de Varsovie)...

Le projet européen dans lequel nous baignons actuellement est donc le fruit d'initiatives soviétiques et américaines: la peur des « rouges » facilite l'acceptation de la tutelle américaine : la présence de bases militaires américaines partout en Europe, et surtout l'acceptation par les pays occidentaux des 13MM de dollars du plan Marshall.

Mais la peur du communisme amène à échafauder une « certaine idée » de l'Europe, reposant sur 3 piliers qui sont en fait les 3 causes principales de la construction européenne :

- éviter une nouvelle guerre qui mettrait chaque nation occidentale à la merci de ses ennemis (à une époque où le souvenir des collaborations avec les nazis est encore frais, et où les partis communistes réunissent 1 électeur sur 4 en France et en Italie.)

- se positionner dans la guerre froide pour éviter d'être absorbé culturellement et militairement par les Etats-Unis ou satellisé par l'URSS. Ces deux premières causes sont présentes dans l'appel de Churchill à la construction de l'Europe, en 1946 (texte joint)

- constituer un marché économique unifié (Benelux en 1948, puis CECA en 1951, puis CEE en 1957 avec le traité de Rome et enfin Union européenne en 1992 avec à la clef la monnaie commune acceptée avec le traité de Maastricht) pour nouer les destins commerciaux de puissances nationales incapables alors de se faire la guerre. Aujourd'hui, dans un monde multipolaire sur les plans économique et diplomatique, le but est de peser dans la mondialisation. Alors qu'à elle seule l'UE pèse 32% du commerce mondial, dont 65% de commerce au sein de la zone communautaire,

La construction politique est donc la cerise sur le gâteau plus qu'un désir conscient et un fondement de l'action de ces hommes. Leur démarche s'inscrit plutôt dans une Realpolitik visant à épargner un continent meurtri par l'Histoire. L'Union européenne est le couronnement d'une Europe conçue comme un gigantesque marché permettant de peser dans la mondialisation

Aucune unité cependant dans cette lente construction : les chevaux de Troie furent nombreux. - D'abord la Grande Bretagne, qui en lançant l'AELE en même temps que naissait le Benelux, crée un doublon pour torpiller l'Europe naissante et préserver son statut de trait d'union entre la vieille Europe et New York. Actuellement, elle n'est pas dans la zone euro (comme l'Irlande) pour des raisons commerciales essentiellement, ni dans la convention de Schengen (comme les pays de l'est) -Ensuite la France gaullienne, rêvant de grandeur et de dissuasion nucléaire, qui refuse obstinément l'intégration de la GB à la CEE et expulse de son territoire les GI's restés depuis le débarquement (retrait de l'OTAN en 1966, discours très libre sur le Vietnam à Phnom Penh la même année...). Néanmoins depuis 60 ans l'Europe s'est construite au rythme du couple franco-allemand : De Gaulle – Adenauer, Pompidou – Brandt, Mitterrand – Kohl surtout, Chirac – Schröder, Sarkozy – Merkel.

- les pays de l'est également depuis leur adhésion en 2004, notamment la Pologne qui aligne d'emblée sa politique extérieure sur Washington au moment de la guerre en Irak, ignorant, méprisant et rendant caduque la PESC européenne.

- les peuples européens enfin... Quand l'Europe est soumise à référendum, elle se fait peur. En 1992 Maastricht est retoqué par le Danemark, alors que le oui passe sur le fil en France (51% des votants). En 2005 le traité constitutionnel est rejeté par deux membres fondateurs, la France encore et les Pays-Bas. Les craintes étaient encore vives (mais infondées au regard du scrutin, 61% de oui) pour

le vote concernant le traité de Lisbonne (2007) soumis au peuple irlandais en septembre 2009. Le déficit de démocratie pèse lourdement, tout comme l'excès de bureaucratie et la confusion opérée par les médias entre Europe et mondialisation.

III-LE GRAND CHANTIER DE LA REUNIFICATION EUROPEENNE DEPUIS 1989.

Deux grands chantiers à ce jour occupent l'esprit des décideurs européens

-l'élargissement : jusqu'où doivent porter les frontières de l'Europe ? L'élargissement programmé aux pays de l'est ne posait guère de problème idéologique, car il scellait la mort de la guerre froide et la réconciliation de l'Europe, écho de la réunification allemande de 1989-1990. Mais faut-il intégrer les Etats yougoslaves si instables depuis 1992 ? Faut-il intégrer la Turquie qui refuse la reconnaissance du génocide arménien 80 ans après les faits ? La Russie du nouveau tsar Poutine (Medvedev ?) ? Sous quelles conditions ? Si l'on s'en tient à la convention de Copenhague (1993), il suffit pour être européen d'être une démocratie, d'avoir une économie de marché, d'intégrer les acquis communautaires. Pourquoi pas faire du Japon ou des Etats-Unis des membres de l'UE, comme le dit de manière provocante H.Védrine (extrait cité). L'Europe doit fixer des bornes si elle ne veut pas se dissoudre, ce qui était en partie le but des accords de Schengen (supprimer les entraves intérieures à la mobilité des hommes, des capitaux et des marchandises, et consolider la surveillance des frontières externes de la communauté).

-l'approfondissement des institutions dans l'esprit de l'acte unique de 1986, pour faire oublier les couacs de ces dernières années notamment le sommet de Nice (2001). Il faut s'adapter à une Europe à 27, quand les institutions ont été pensées pour 12 au maximum. D'où les récentes réflexions sur le vote à la majorité qualifiée, les sièges dans les différentes institutions proportionnées à la population des pays membres et à leur puissance économique...

CONCLUSION

Cet approfondissement doit viser à améliorer la perception qu'ont les électeurs européens de cette « machine » lourde qu'est l'UE. Les Européens ne sont guère européens, si l'on en croit les divers scrutins électoraux. Souvent ces élections servent de défouloir de mi-mandat contre les gouvernements nationaux en place, ou offrent aux partis anti-capitalistes une tribune pour développer un argumentaire sourcilieux contre la mondialisation (participant de fait à l'amalgame entre mondialisation et Union européenne. L'extrême droite, d'ailleurs, les rejoint sur certains points... Mais choisit, elle, de participer au « jeu » politique en envoyant des députés (Le Pen en France, Ligue du nord en Italie), profitant du scrutin proportionnel.

S'ils rejettent l'Europe politique, ou freinent sa construction, les peuples d'Europe ne nient pas l'intérêt et l'existence d'une communauté culturelle européenne : à preuve le succès d'initiatives comme le projet Erasmus, ou la volonté de promouvoir une Europe des savoirs (projet Eurêka), ou la vitalité des festivals culturels en Europe (Cannes, Venise, Berlin pour ne parler que du cinéma).

Si l'art de la pédagogie est fondée sur la répétition, les décideurs européens devraient peut-être prendre garde à ne pas saturer leurs électeurs avec l'idée absurde d'un « destin européen ». Si l'Europe est exclue des manuels scolaires français sous la Troisième République au profit d'une histoire « nationale », aujourd'hui les adolescents scolarisés sont repus d'Europe : rien qu'au lycée, l'Europe est traitée en première en géographie, les institutions européennes doivent être abordées en ECJS, la construction européenne et la puissance de l'UE en terminale en histoire et en géographie, quand la seconde guerre mondiale se voit rétrogradée de terminale en première, marginalisée en queue de programme à une période où l'absentéisme monte... Difficile de croire que l'on peut dépasser le passé et construire l'Europe avec nos amis allemands, alors que trois conflits majeurs nous avaient opposés en moins de cinquante ans.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- E. BARNAVI, K. POMIAN, *la Révolution européenne, 1945-2007*, Perrin, 2008
S.BERSTEIN, P.MILZA, *Histoire de l'Europe*, tome 1 notamment sur l'héritage antique, Hatier, 1994
A. DUMAHEL, *l'Europe : une ambition française*, 1999
E.MORIN, *Penser l'Europe*, Gallimard, 1987
B. OLIVI, *l'Europe difficile*, Folio, 1998
H.VEDRINE, *Continuer l'histoire*, Champs Flammarion, 2007
C. ZORGBIBE, *Histoire de la construction européenne*, 1993

TEXTES ESSENTIELS :

Victor Hugo, Discours inaugural du congrès de la Paix, Paris, 21 août 1849.

« Un jour viendra où les armes vous tomberont des mains à vous aussi . Un jour viendra où la guerre vous paraîtra aussi absurde et aussi impossible entre Paris et Londres, entre Petersbourg et Berlin, entre Vienne et Turin, qu'elle serait impossible et paraîtrait absurde aujourd'hui entre Rouen et Amiens, entre Boston et Philadelphie. Un jour viendra où vous France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure, et vous constituerez la fraternité européenne, absolument comme la Normandie, la Bretagne, la Bourgogne, la Lorraine, l'Alsace, toutes nos provinces se sont fondues dans la France. Un jour viendra où il n'y aura plus d'autres champs de bataille que les marchés s'ouvrant au commerce et les esprits s'ouvrant aux idées. Un jour viendra où les boulets et les bombes seront remplacés par les votes, par le suffrage universel des peuples, par le véritable arbitrage d'un grand sénat souverain qui sera à l'Europe ce que le Parlement est à l'Angleterre, ce que la Diète est à l'Allemagne, ce que l'Assemblée législative est à la France. »

Paul Valéry s'adressant à des étudiants de l'université de Zurich, 1922

« Je considérerai comme européens tous les peuples qui ont subi, au cours de l'Histoire, les trois influences que je vais dire. La première est celle de Rome (...), modèle éternel de la puissance organisée et stable, la seconde est celle du christianisme, qui vit et atteint progressivement le profond de la conscience, (...), enfin, l'apport de la Grèce est ce qu'il y a de plus distinctif dans notre civilisation. Nous lui devons la discipline de l'Esprit, nous lui devons une méthode de pensée qui tend à rapporter toutes choses à l'homme, à l'homme complet. »

Discours de W.Churchill, le 19 septembre 1946 à Zurich

Nous savons tous que les deux guerres mondiales que nous avons vécues sont nées des efforts vaniteux de l'Allemagne nouvellement unie de jouer un rôle dominateur dans le monde. La dernière guerre a été marquée par des crimes et des massacres tels qu'il faut remonter jusqu'à l'invasion des Mongols, au XIVE siècle, pour trouver quelque chose d'approchant, et tels aussi que l'histoire de l'humanité n'en avait encore jamais connu jusqu'alors. Le coupable doit être châtié. Il faut mettre l'Allemagne dans l'impossibilité de s'armer à nouveau et de déclencher une nouvelle guerre d'agression. Quand cela sera chose faite, et cela le sera, il faudra que se produise ce que Gladstone nommait jadis « l'acte béni de l'oubli ». Nous devons tous tourner le dos aux horreurs du passé et porter nos regards vers l'avenir. Nous ne pouvons pas continuer de porter dans les années à venir la haine et le désir de vengeance tels qu'ils sont nés des injustices passées. Si l'on veut préserver l'Europe d'une misère sans nom, il faut faire place à la foi en la famille européenne et oublier toutes les folies et tous les crimes du passé. Les peuples libres de l'Europe pourront-ils se hisser au niveau de cette décision (...)

J'en viens maintenant à une déclaration qui va vous étonner. Le premier pas vers une nouvelle formation de la famille européenne doit consister à faire de la France et de l'Allemagne des partenaires. Seul, ce moyen peut permettre à la France de reprendre la conduite de l'Europe. On ne peut pas s'imaginer une renaissance de l'Europe sans une France intellectuellement grande et sans une Allemagne intellectuellement grande. Si l'on veut mener à bien sincèrement l'œuvre de construction des États-Unis d'Europe, leur structure devra être conçue de telle sorte que la puissance matérielle de chaque État sera sans importance. Les petits pays compteront autant que les grands et s'assureront le respect par leur contribution à la cause commune. (...)

Mais j'aimerais lancer un avertissement. Nous n'avons pas beaucoup de temps devant nous. Nous vivons aujourd'hui un moment de répit. Les canons ont cessé de cracher la mitraille et le combat a pris fin, mais les dangers n'ont pas disparu. Si nous voulons créer les États-Unis d'Europe, ou quelque nom qu'on leur donne, il nous faut commencer maintenant.

En ces jours présents, nous vivons curieusement sous le signe, on pourrait dire sous la protection, de la bombe atomique. La bombe atomique est toujours aux mains d'un État et d'une nation dont nous savons qu'ils ne l'utiliseront jamais autrement que pour la cause du droit et de la liberté. Mais il se peut aussi que d'ici quelques années, cette énorme puissance de destruction soit largement connue et répandue, et alors la catastrophe engendrée par l'emploi de la bombe atomique par des peuples en guerre, signifierait non seulement la fin de tout ce que nous nous représentons sous le mot de civilisation, mais aussi peut-être la dislocation de notre globe.

Je veux maintenant formuler ces propositions devant vous. Il faut que notre but permanent soit d'accroître et de renforcer la puissance de l'Organisation des Nations Unies. Il nous faut re-crée la famille européenne en la dotant d'une structure régionale placée sous cette organisation mondiale, et cette famille pourra alors s'appeler les États-Unis d'Europe. Le premier pas pratique dans cette voie prendra la forme d'un Conseil de l'Europe. Si, au début, tous les États européens ne veulent ou ne peuvent pas adhérer à l'Union européenne, nous devons néanmoins réunir les pays qui le désirent et le peuvent. (...)

E.Morin, extrait de Penser l'Europe, p 27 :

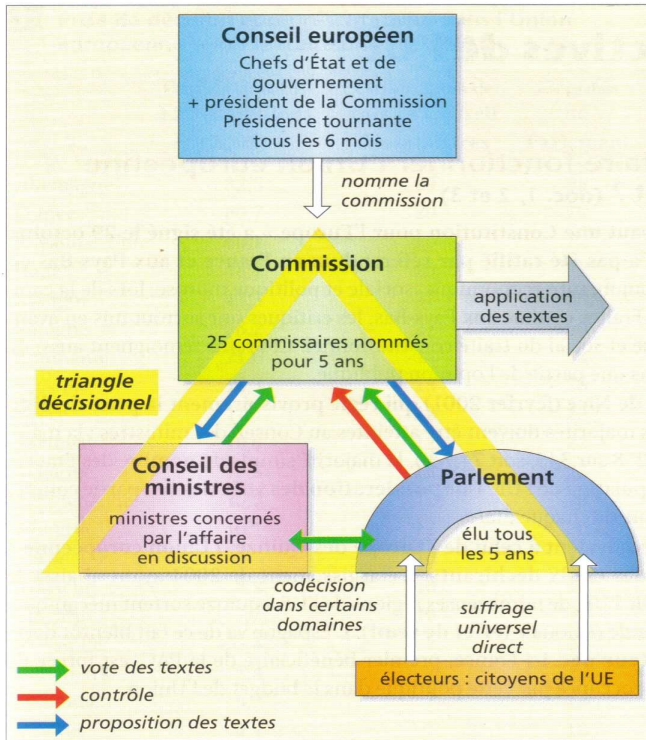
« L'Europe n'a d'existence, jusqu'au début du XX^e siècle, que dans les divisions, antagonismes et conflits qui, d'une certaine façon, l'ont produite et préservée. Aussi faut-il abandonner toute Europe une, claire, distincte, harmonieuse, réfuter toute idée d'une essence ou substance européenne première, chasser l'idée d'une réalité européenne qui précède la division et l'antagonisme. Il faut au contraire l'y inscrire. C'est effectivement dans l'éclatement de la Chrétienté qu'ont pu émerger ces réalités originellement européennes que sont les États-nations, que va se prolonger et s'imposer la notion d'Europe. Nous voici au cœur de la difficulté de penser l'Europe quand on est habitué au mode classique de pensée, où l'idée d'unité dilue l'idée de multiplicité et de métamorphose (...) La difficulté de penser l'Europe, c'est d'abord la difficulté de penser l'un dans le multiple(...) »

H.Védrine, ancien Ministre des Affaires étrangères de L.Jospin (1997-2002), dans Continuer l'Histoire, 2007, p 93-95

« L'Europe ne sait qui elle est. Ce qui est évident, vu de Washington, Moscou, Pékin, le Caire ou le Cap, ne l'est plus vu de Londres, Berlin, Paris ou Bruxelles. L'histoire, la géographie, la culture, la religion : rien ne permet de trancher, chacun en a sa définition. Nul ne peut l'imposer à tous. Longtemps la guerre froide et la coupure de l'Europe en deux ont dispensé les Européens de toute définition ; cela allait de soi ; l'Union était ouverte à tout pays démocratique... D'Europe. Puis le devoir d'intégrer au plus tôt les pays est-européens libérés du communisme lui a tenu lieu de programme. (...) Si l'on s'en tient aux critères de Copenhague de 1993, il suffit, pour intégrer l'Union, d'être démocrate, de pratiquer l'économie de marché, et de reprendre l'acquis communautaire. A ce compte-là, pourquoi pas le Sénégal, le Japon, l'Inde ou le Brésil ? Il est vrai qu'après les palinodies sur le cas de la Turquie le Parlement européen et certains gouvernements ont redécouvert un quatrième critère : la « capacité d'absorption », concept de bon sens, à défaut d'être élégant, rebaptisé en 2006 « capacité d'intégration ». (...) Mais tout cela ne constitue pas une identité, les peuples européens le sentent bien. Si les Vingt-Sept n'arrivent pas à reprendre le contrôle de cet « étourdissant » élargissement, parce qu'ils ne le veulent ou ne le peuvent pas, l'idée européenne va tout simplement s'éteindre et mourir. »

Bien sûr, il faudrait jeter un œil aux deux traités fondamentaux concernant la construction européenne, le traité de Rome en 1957 et celui de Maastricht en 1992. Je vous renvoie à vos manuels scolaires qui en gardent généralement les articles les plus marquants.

Le fonctionnement politique de l'Union européenne :



1 Le processus de prise de décision dans l'Union européenne

	Population UE à 27 en millions (2005)	Pondération des voix au Conseil des ministres	Députés au Parlement
Allemagne	82,5	29	99
France	60,7	29	72
Royaume-Uni	60,1	29	72
Italie	58,7	29	72
Espagne	43,5	27	50
Pologne	38,2	27	50
Roumanie	21,6	14	33
Pays-Bas	16,3	13	25
Grèce	11,1	12	22
Portugal	10,6	12	22
Belgique	10,5	12	22
Rép. tchèque	10,2	12	20
Hongrie	10,1	12	20
Suède	9	10	18
Autriche	8,2	10	17
Bulgarie	7,7	10	17
Slovaquie	5,4	7	13
Danemark	5,4	7	13
Finlande	5,2	7	13
Irlande	4,1	7	12
Lituanie	3,4	7	12
Lettonie	2,3	4	8
Slovénie	2	4	7
Estonie	1,3	4	6
Chypre	0,97	4	6
Luxembourg	0,46	4	6
Malte	0,41	3	5
Total	490	355	732